

Périodiques non canadiens

J'ai une certaine affection pour le *Time*, car en ce qui nous concerne, moi et notre parti, il a été très juste envers nous—peut-être plus, dans ses reportages des événements à la Chambre des communes, que les journaux et magazines canadiens. J'en éprouve donc beaucoup de regret. Je ne suis pas le seul à penser ainsi et bien des gens sont de mon avis. Selon moi, personne ne veut faire cela. Nous sommes à une étape de notre histoire où nous estimons que nous devons le faire pour favoriser le nationalisme qui prend de l'ampleur chez nous et la recherche d'une culture et d'une identité nationales.

Il est assez curieux que ce soit le gouvernement actuel qui présente cette mesure. J'étais député lorsque le ministre responsable, M. Walter Gordon, a proposé des exemptions dans le cas de *Time* et de *Reader's Digest*. Mon ami et collègue, Colin Cameron, alors député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles, avait pourtant secrètement obtenu l'assurance que jamais le grand nationaliste qu'était Walter Gordon n'octroierait d'exemption au *Time* et à *Reader's Digest*. Je suis certain que si la décision avait dépendu de Walter Gordon, il en aurait été tout autrement. Pourtant, à notre grande surprise, Walter Gordon prit la parole et annonça les exemptions, et ce n'est pas sans effort que je parvins à empêcher Colin Cameron de franchir le parquet de la Chambre pour s'en prendre au ministre.

Nous avons alors estimé que nous avions été trahis, qu'en fait le gouvernement de l'époque s'était vendu et avait cédé sous les pressions dont il avait été l'objet, non seulement de la part du *Time*, mais également du gouvernement américain. Nous avons tendance à l'oublier. On trouve là un genre de leçon, quand on songe à toutes les faveurs que le *Time* a fait au parti libéral et à la façon dont, à l'occasion de deux élections fédérales, il s'était virtuellement fait l'avocat du parti libéral. Ce dernier ne fait preuve d'aucune gratitude à présent, ce qui prouve qu'il ne faut pas se fier aux partis politiques. Après tout ce que le *Time* a fait pour le parti libéral, qu'on juge de la gratitude et de la récompense qu'il retire de cette association. Peut-être y verra-t-on de l'ironie, mais il est réconfortant de constater que des loyautés du genre ne durent pas toujours; mais n'empêche que tout le monde demande: «qu'avez-vous fait pour moi ces derniers temps?».

On dirait que le moment est venu où le parti libéral s'intéresse davantage à ce que l'éditeur de *Maclean's* va dire à son sujet qu'à ce que va en dire le *Time*. Les libéraux savent qui est sur la voie ascendante et qui est sur la voie descendante, et qu'il est absurde d'accrocher son chariot à une étoile à son déclin. Autant savoir dans quelle direction vont les fusées montantes et décider de s'y attacher, surtout s'il est possible d'ajouter une certaine force de propulsion à cette fusée.

Je le répète, je ne suis pas vraiment fier d'adopter la position que je prends. Je crois que c'est mon devoir, et je le fais avec quelque regret parce qu'il est triste qu'un pays soit obligé d'agir ainsi. Il est triste qu'un pays soit obligé de reconnaître qu'il n'a pas réussi à créer sa propre culture et d'en faire porter la faute à quelqu'un d'autre.

M. Blais: Allons donc.

M. Saltsman: Je crois que c'est ce qui arrive en fait. Il a été beaucoup trop facile pour la soi-disant élite intellectuelle de notre pays de reconnaître que si nous ne pouvons avancer et réaliser cette excellence culturelle, c'est parce que *Time*, *Reader's Digest* ou quelque chose d'autre nous en empêche.

Dans une allocution que j'ai prononcée récemment à une conférence du Commonwealth, j'ai dit à certains pays du

tiers-monde qui se plaignaient de leur situation actuelle que pendant un certain temps ils avaient pu s'en prendre au colonialisme, qu'ils ne pouvaient aller plus loin parce qu'ils étaient colonisés. Ils se sont débarrassés des colonialistes. Puis ils ont commencé à s'en prendre aux sociétés multinationales et les ont chassées. Je leur ai demandé à qui ils s'en prendraient maintenant.

Si j'appuie le bill, c'est entre autres parce que j'aimerais bien voir si nos intellectuels seront vraiment à la hauteur de la tâche, ce que nous verrons bien maintenant. On leur donne ici tous les avantages possibles. A mon avis, *Time* ne disparaîtra pas. Je sais que son président prétend qu'il devra plier bagage, à cause de la présente mesure; que le président de *Reader's Digest* prétend la même chose, comme aussi, je l'apprenais récemment, de la revue *MD of Canada*. Mais j'ai l'impression qu'en dépit du contenu à 80 p. 100 canadien, de la règle sur la participation canadienne, ils trouveront bien le moyen de continuer de publier au Canada: ils ne peuvent se permettre de faire autrement. Que signifiera donc cette loi pour eux? Que leurs bénéfices ne seront pas aussi gras. Car ils ont été grassement payés ici au Canada, et je doute qu'une revue de renommée internationale comme *Time* puisse se permettre de se faire mettre à la porte d'un pays.

Que vont faire les autres revues? Elles devront encore se faire concurrence. J'espère qu'elles le feront, et je leur souhaite bonne chance. Selon des indices encourageants, les revues canadiennes se font concurrence en fait, mais il y a un problème, et quand nous aurons adopté cette loi, ne reprochons à personne d'autre nos propres échecs. Nous devons désormais juger très sévèrement nos propres intellectuels.

● (2130)

Nous nous rendons compte que nous allons souvent à l'encontre de l'opinion publique dans ce débat, et il faut le reconnaître franchement. Évidemment, ce n'est pas la première fois que nous allons à l'encontre de l'opinion publique. Nous l'avons fait dans le cas de Radio-Canada, des films, de la télédistribution et de notre programme de bilinguisme.

Nous, députés, avons le devoir de ne pas songer uniquement à ce qui plaît au public, mais il nous incombe de développer le sens du nationalisme canadien. Même si l'opinion publique ne nous est pas entièrement favorable, nous devons prendre le risque.

A bien des égards, je déplore que le gouvernement ait dû imposer la clôture pour mettre fin au débat. Je pense qu'il tirait à sa fin, de toute façon. Je ne m'oppose pas à la clôture en principe; je me suis déjà prononcé en sa faveur, et aussi contre, de sorte que je suis porté à en juger selon les circonstances.

D'une certaine manière le parti libéral n'a jamais su comprendre le rôle de l'opposition et pourquoi l'opposition s'oppose. Malheureusement, il n'a pas passé assez de temps dans l'opposition pour comprendre ce que l'opposition essaie de faire. La raison pour laquelle l'opposition s'obstine sur un sujet—même si le débat n'apporte rien de nouveau et d'excitant qui attirerait l'attention de la presse—c'est afin de former l'opinion publique, de lui donner l'occasion de se cristalliser.